

# Compte-rendu

## Formation sur la souveraineté alimentaire

### AQOCI – 18 mai 2023

#### 1. Mot de bienvenue

Formation collective sur la souveraineté alimentaire, on mise sur l'intelligence collective.

La souveraineté alimentaire est la thématique annuelle de l'AQOCI. L'objectif de la thématique annuelle est d'enligner les activités de l'AQOCI, surtout en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale et de plaider, incluant les JQSI, la Semaine du développement international et probablement les 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes et la Journée internationale des droits des femmes (8 mars).

Objectifs de la formation :

1. Favoriser l'appropriation du concept de souveraineté alimentaire
2. Appuyer la réalisation des activités d'ECM et de plaider pour l'année 2023-2024

Ordre du jour :

- Présentation générale du concept de souveraineté alimentaire par Stéphanie Wang
- Période de discussion avec Stéphanie Wang
- Atelier lié au 1er objectif de la formation
- Atelier lié au 2<sup>e</sup> objectif de la formation

#### 2. Présentation générale du concept de souveraineté alimentaire par Stéphanie Wang

Qui est Stéphanie Wang

- Diplômée d'une maîtrise en sociologie de l'agriculture à l'UQAM
- Fondatrice et propriétaire du Rizen depuis 2016, une ferme spécialisée dans la production et transformation de légumes asiatiques biologiques.
- Co-autrice du livre *Légumes asiatiques : jardiner, cuisiner, raconter* (2022)
- Elle a fait un stage en Inde avec une organisation paysanne membre de LVC qui lui a fait prendre conscience de l'importance de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.
- Elle a travaillé à l'Union nationale des fermiers (NFU), à l'Union paysanne et à La Via Campesina (LVC), un réseau international d'organisations paysannes. Ces expériences l'ont amené vers l'agriculture.

Retour historique

- Après la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, la dépression des années 30 mène à une chute du prix des matières premières. Beaucoup de pays ont haussé la production domestique de produits agricoles. Cela mène à des mesures plus protectionnistes, c'est-à-dire que les pays protègent la production nationale en mettant des barrières d'accès à l'importation et

- soutiennent les prix à l'interne. Au Canada, on voit la gestion de l'offre se mettre en place.
- Toute la hausse de la production nationale mène à des surplus. Donc, les pays commencent à donner des subventions pour exporter les surplus. Cela mène au « dumping » dans les pays tiers.
  - Avant l'OMC il y avait le GATT (General agreement on Tariffs and Trade). Le GATT a été signé en 1948 par 23 pays. Le GATT donne un statut particulier aux produits primaires agricoles par rapport aux produits industriels. Donc, les pays pouvaient mettre des restrictions à l'importation de produits agricoles, comme des quotas ou des mesures non-tarifaires sous certaines conditions.
  - Il y a beaucoup de restrictions non-tarifaires qui étaient appliquées aux importations, sans aucune limitation effective de contrepartie sur la production nationale.

### Introduction de l'agriculture dans l'OMC

- Face à toutes ces restrictions, l'Accord sur l'agriculture de l'OMC entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995, avec l'objectif de tasser les barrières au commerce agricole et de vraiment s'aligner avec le marché néolibéral dans lequel les produits peuvent circuler plus librement.
- Le grand changement est l'interdiction des mesures non tarifaires spécifiques à l'agriculture et leur remplacement par des droits de douanes sur pratiquement tous les produits agricoles commercialisés au niveau international.
- Les règles et engagements qui concernent l'agriculture sont, encore aujourd'hui, appelés le « programme de réforme du Cycle d'Uruguay. Ils comprennent des réductions des subventions et de la protection ainsi que d'autres disciplines sur le commerce.

### La naissance de La Via Campesina (LVC)

- Dès que les négociations ont commencé pour l'Accord sur l'agriculture à l'OMC, LVC a été créé (1993) parce que tout de suite on savait que ce serait néfaste pour l'agriculture paysanne à l'échelle mondiale.
- Le constat était que les politiques néolibérales sapent la souveraineté alimentaire en donnant la priorité au commerce international sur l'alimentation.
- Les politiques néolibérales :
  - o N'ont pas contribué à l'éradication de la faim dans le monde;
  - o Ont accru la dépendance des peuples vis-à-vis des importations agricoles;
  - o Ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture menaçant le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète et notre santé;
  - o Ont contraint des millions à abandonner leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural et à l'émigration.
- La grande conclusion est que l'accès au marché international n'est pas une solution. Le problème principal pour les agriculteurs est le manque d'accès à leur propre marché local, car les prix sont trop bas pour leurs produits face au dumping des importations.
- L'accès aux marchés internationaux concerne 10% de la production mondiale, qui est contrôlée par des sociétés transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles. On voit le portrait dans les bananes ou autres produits tropicaux. Ces produits sont accessibles à très bas prix. Les productions sont contrôlées par quelques grandes entreprises. Les producteurs dans le Sud n'ont pas des prix rémunérateurs et ont

des conditions difficiles. Ce n'est pas un système soutenable pour les petits producteurs.

### La souveraineté alimentaire selon LVC

- La souveraineté alimentaire est le DROIT des peuples et des pays à définir leur politique agricole et alimentaire, sans aucun dumping dans les pays tiers.
- Le concept de souveraineté alimentaire a été développé par LVC et porté au débat public lors du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996.
- La souveraineté alimentaire implique :
  - o Un commerce équitable qui donne la priorité à la production locale et régionale pour nourrir les populations plutôt qu'à l'exportation;
  - o Le droit des consommateurs de décider ce qu'ils consomment et comment et par qui cela est produit;
  - o Des prix agricoles liés aux coûts de production : le droit de taxer les importations trop bon marché;
  - o Des prix agricoles stables au niveau national et international par le biais de la gestion de l'offre;
  - o La participation des populations aux choix de politiques agricoles;
  - o La reconnaissance des droits des agricultrices, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et alimentaire.

### La situation au Québec et au Canada

- Nous avons des entreprises agricoles privées qui tentent de survivre dans un libre marché.
- D'un côté, on parle beaucoup d'agriculture durable, il y a eu un engouement pour l'agriculture locale durant la pandémie.
- D'un autre côté, les cohortes en agriculture diminuent et plusieurs fermes ferment leurs portes. Le travail est dur, la chaîne dépend de certains acteurs. Par exemple, la perte d'un abattoir (celui qui achète toute la production), mène à la fermeture de plusieurs fermes. Il y a un manque de pérennité.
- On voit beaucoup de changements de vocation des fermes. On fait ce qu'on veut avec la terre qu'on possède parce qu'on est dans un monde de libre marché et de libre entreprise. Dans un sens, cela est soutenu par les politiques agricoles.
- La valeur des terres agricoles dépasse la rentabilité de l'activité agricole. Donc, une terre achetée au prix du marché aujourd'hui ne pourra pas être remboursée seulement par les profits de l'activité agricole. Il faut vendre la terre pour pouvoir rembourser tous les investissements qu'on fait.
- L'agriculture est un métier très peu rémunérateur. Les salaires agricoles varient autour du salaire minimum. Cela est très bas comparé à tous les autres métiers manuels et aussi exigeant. Il y a un défi de rétention de main d'œuvre.
- Le modèle de la « ferme familiale » est dominant. Ce modèle axé sur le couple et la famille, inclut beaucoup de travail gratuit par les enfants et surtout les femmes. Les femmes s'occupent souvent de la gestion domestique et administrative. Ce sont des tâches qui n'ont pas été associées aux tâches productives d'un agriculteur (semencier, récolter...).

- Souvent, tous les profits sont réinvestis dans la ferme pour acheter la machinerie. À la fin, on veut prendre sa retraite, mais on a aucune liquidité ou économie, donc on doit vendre la ferme. À ce moment, la ferme est souvent rachetée par des « gentlemen farmers », des gens qui ne vont pas nécessairement vivre de l'agriculture ou qui vont laisser la terre monter en friche. On voit présentement des terres défrichées qui sont en train de repousser en forêt.
- Ça peut aussi créer des enjeux familiaux. Par exemple, si certains enfants ne veulent pas reprendre la ferme, ça oblige la vente.
- L'installation d'une exploitation agricole demande énormément d'énergie et de ressources. Il y a énormément de travail nécessaire pour arriver à être installé et être plus stable.
  - o Par exemple : défricher; drainer; amener de l'eau et de l'électricité; excaver; construire les bâtiments, serre, chambre froide; acquérir tous les outils, équipement, machinerie, véhicule de livraison; développer sa clientèle; créer des outils administratifs, promotionnels et une image de marque...
- Il y a beaucoup de choses là-dedans qui peuvent être subventionnées (acquisition de machineries, subventions végétales, construction de terre. Donc, beaucoup d'argent public investi, mais au moment où les fermes ferment leurs portes, souvent tous les équipements sont vendus, et on perd la productivité d'une ferme fonctionnelle. Cela est un grand gaspillage de ressources publiques.
- En 2021, l'État québécois a versé 574 MS aux fermes sous forme de paiements de programmes gouvernementaux sans aucune garantie que cela mènera à une ferme productive.

### Des fermes pérennes pour le Québec

- Toutes ces réflexions et expériences amènent Stéphanie à développer l'idée de « fermes pérennes pour le Québec ».
- Elle a écrit un texte partagé avec les agriculteurs et publié dans le Devoir.
- L'idée est que les fermes soient pérennes dans le temps, comme un hôpital ou une école. C'est rare que ces institutions changent selon la génération ou que les services cessent parce qu'un individu quitte. L'idée est de scinder l'unité privée (individu, famille) de l'institution de la ferme, (un service public dont l'objectif est de nourrir la communauté.)
- L'avenir est dans le financement de fermes à vocation pérenne.

Pour y arriver, Stéphanie suggère :

- De mettre des terres en fiducie, qui donne une protection légale à perpétuité en fonction de la vocation qu'on lui donne. C'est important que cette vocation soit l'agroécologie.
- C'est important que la ferme soit diverse et que les gens puissent s'intégrer et quitter. C'est un modèle qui permet la circulation des gens, mais dont la vocation reste dans le temps.
- Cela pourrait permettre de meilleurs salaires puisque chaque génération pourrait arriver, sans repartir à zéro. Donc, en sautant les années de démarrage, les salaires et conditions de travail pourraient être meilleurs.
- La formule de coopérative serait intéressante afin que tous les producteurs aient leurs mots à dire et pour conserver l'élan entrepreneurial des agriculteurs.

- Donc, on a des terres en fiducies et sur ces terres des fermes sous forme de coopérative ou d'OBNL peuvent s'implanter.
- Tout ceci sert à assurer la pérennité dans le temps.

Exemple de ferme pérenne au Québec : Les cocagnes – Ferme collective agroécologique

- Achetée grâce à une campagne d'obligations communautaires. Les obligations communautaires sont des prêts que les OBNL ont la possibilité d'émettre. Les gens peuvent prêter (peut avoir un frais d'intérêt lié à cela).
- C'est une ferme de taille moyenne (40 acres) avec un terrain avec plusieurs spécificités topographiques. Seulement 4 acres sur les 40 acres sont « productives » pour la production maraîchère. C'est un exemple de terre dévalorisée aux yeux de l'agriculture.
- Le but est d'avoir 6-7 entreprises qui s'installent et valorisent le terrain et sa diversité (ferme maraîchère, verger...).
- Il y a aussi le développement d'activités touristiques (agrotourisme). Le but est que la terre soit un lieu d'accueil et de formation pour la communauté.
- Cette formule permet aussi le partage d'équipements et d'infrastructures. C'est vraiment naturel et logique. Le partage est facile et évite des coûts importants. Il y a aussi le soutien moral, les conseils, les prêts d'outils...
- Installation d'une cuisine de transformation dans le bâtiment commun. Le bâtiment aura aussi une salle pour accueillir des événements et plus.
- Les Cocagnes offre des Tables champêtres à la ferme avec des chefs invités. Un repas 5 services, tous les weekends. Les chefs cuisinent principalement avec des légumes de la fermes et des produits locaux.

Que peut-on faire concrètement?

- Entrer en contact avec les organisations membres de Via Campesina pour soutenir les initiatives et actions locales et nationales, les initiatives de production agricole durables, la défense des semences locales, les actions contre les OGM et le dumping, etc.
- Faire entrer ce débat dans les organisations, gouvernements et parlements.
- Au niveau international, on peut participer à la journée mondiale de la lutte paysanne le 17 avril.

### 3. Période de discussion avec Stéphanie Wang

Question 1 : Comment distinguer les aspects de sécurité alimentaire et d'autosuffisance alimentaire de la souveraineté alimentaire?

Réponse :

- La sécurité alimentaire est souvent utilisée par l'ONU et axée sur l'approvisionnement en nourriture, mais qui n'inclue pas comment la nourriture est produite, par qui et comment elle est distribuée. La nourriture devrait être culturellement adaptée aux populations, mais il manque vraiment le volet production. Les communautés veulent avoir leur mot à dire sur comment et par qui la nourriture est produite.

- La souveraineté alimentaire est beaucoup plus holistique et politique... Qui fait intervenir les communautés et les agriculteurs dans la définition du système alimentaire global.
- Pour l'autosuffisance, c'est un concept très en vogue au Québec. Il s'agit de la capacité d'un pays, d'une province ou région de produire une plus grande partie de la nourriture qui est consommée sur ce territoire. Encore une fois, ça ne questionne pas la durabilité écologique de certains choix. Par exemple, la production de tomates et de fraises en serres l'hiver implique la construction et le chauffage de serres. L'hiver, ce n'est vraiment pas le choix le plus écologique.
- En souveraineté alimentaire, on se demande s'il vaut mieux produire des choses en hiver ou stocker ce qu'on peut produire en grande quantité à l'automne ? L'été, on peut produire une abondance de fruits et légumes. Donc, la manière la plus écologique de se nourrir est de transformer et conserver les aliments qu'on est capables de produire.

Question 2 : Quels sont des exemples d'ordre municipal ou provincial ou d'autres pays d'implications de la population dans la mise en œuvre de politiques?

Réponse :

- La grande consultation de la commission Pronovost. Beaucoup de ces recommandations n'ont pas été mises en place. Il est important de continuer à demander à ce que ces recommandations soient mises en place. C'est surtout au niveau provincial que ces recommandations peuvent être mises en place.
- Au niveau local et régional on voit beaucoup d'initiatives de villes ou communautés nourricières se mettre en place. Certains élus municipaux sont favorables. Cela permet d'améliorer très concrètement l'état de la souveraineté alimentaire dans une communauté.
- La base est vraiment au niveau local et après on peut aller vers l'international.

Question 3 : Est-ce qu'il y a des propositions ou initiatives au niveau international liées aux accords de libre-échange et l'OMC pour favoriser plus de souveraineté alimentaire? Ou est-on toujours dans un statu quo pour favoriser le marché néolibéral?

Réponse :

- Au Canada et au Québec, on est solides dans la défense de la gestion de l'offre. C'est important de reconnaître que c'est une politique à l'encontre du néolibéralisme puisque ça vise à contrôler notre production nationale, assurer qu'elle serve principalement à nourrir les populations locales.
- Au niveau de LVC, il y a plusieurs politiques promues à l'international, comme la Charte des droits paysans qui est poussée à l'ONU et la FAO.
- Ne peut pas répondre exactement au niveau des accords internationaux.

Question 4 : Est-ce qu'il y a des initiatives du gouvernement pour encourager les agriculteurs et revaloriser la profession?

Réponse :

- Oui, il y a plusieurs subventions, bourses et opportunités. L'UPA fait des publications et de la représentation. Mais il demeure qu'un changement de fond est nécessaire. Sans

- adresser les problèmes de fond (comme le fait que ce n'est pas rémunérateur), ça va être difficile de revaloriser la profession.
- Pour Stéphanie, ça passe vraiment par l'instauration de fermes pérennes et l'amélioration des conditions pour que les gens réinvestissent et y restent.
  - Les « success stories » qui mettent en valeur le métier vendent un peu du rêve et les gens frappent un mur en voyant les difficultés. Le but n'est pas de vendre du rêve, mais de montrer la réalité et de réfléchir aux solutions possibles aux problèmes réels.

Question 5 : Pour les pays du sud, il y a le problème de droit et d'accès à la nourriture. Comment peut-on sortir de la dépendance aux grosses entreprises qui monopolisent la production agricole dans le monde? Ne peut-on pas revenir au protectionnisme? Est-ce qu'il y a une façon de sortir de cela?

Réponse :

- La demande de LVC est de retirer l'agriculture de l'OMC, qui permettrait aux États de revenir à des politiques plus protectionnistes.
- Il y a des pays avec plus d'infrastructures, de budgets, d'outils et même de terres arables...
- Au niveau du Québec et Canada, on a des belles terres. Si on redirigeait toutes les fermes à vocation industrielle et exportative vers la production locale, il y aurait plus de souveraineté alimentaire.
- Pour des pays comme Haïti, c'est très complexe. Si on arrêta d'exploiter, ça pourrait aider déjà.
- Il peut y avoir du commerce équitable avec d'autres pays qui ont plus de capacité de production.

Question 6 : Est-ce que dans une perspective internationale, la coopération est nécessaire à la souveraineté alimentaire? Est-ce que c'est un modèle qu'on devrait mettre de l'avant à l'international?

Réponse :

- Le mouvement coopératif, oui, doit être soutenu à l'international. Il est déjà très développé. Plusieurs organisations membres de LVC sont des modèles de coopératives.
- Parfois, les COOP détiennent des terres (données ou revendiquées) qu'ils peuvent louer à des paysans.
- Beaucoup de solutions dans d'autres pays desquelles on peut s'inspirer ici au Québec et au Canada.

Question 7 : Qu'en est-il de la commercialisation de la souveraineté alimentaire?

- Souvent les fermes ont des supers beaux produits, mais ont de la difficulté à les vendre parce que le marketing et la mise en marché n'est souvent pas leurs fort...
- Il y a des tentatives de mise en marché collective, mais la réalité est que les capacités sont limitées et il faut faire un marketing de fou.
- Plus d'investissements dans des réseaux alternatifs de commercialisation de distribution sont nécessaires. Il y a certains exemples qui fonctionnent bien. Il pourrait aussi avoir des épiceries COOP autogérées. Mais c'est un gros projet qui demande beaucoup d'investissements et de ressources humaines.

- Les gens cherchent la facilité, alors ils vont dans les épiceries et les grandes chaînes encaissent la majorité des profits.

Question 8 : Est-ce qu'il y a encore des revendications au niveau du Québec? Où en sont les revendications? Doit-on revenir à un discours sur le droit à l'alimentation? Comment l'exportation peut être plus équitable? Il y a des choses qui sont revendiquées depuis tellement longtemps, mais les choses ne changent pas.

Réponse :

- Il y a eu la mobilisation des années 2000 avec l'Union paysanne. Oui ça s'est essoufflé parce que même avec tout le mouvement de la commission Pronovost, il n'y a pas eu de changements majeurs, donc les gens se sont épuisés.
- L'Union paysanne serait une coalition de toutes les personnes qui croient en un réseau alimentaire fondé sur la souveraineté alimentaire (jardiniers, jardins communautaires, producteurs, individus...). Sa force et mission est de rassembler et d'avoir une voix unie auprès des décideurs politiques.
- Il faut réinvestir l'Union paysanne en tant que coalition pour avoir une voix commune. On parle tellement d'agriculture locale donc c'est triste que ça ne se reflète pas.
- Pour les subventions, il faut changer notre fusil d'épaule. On est beaucoup dans les subventions à la production ou à la consommation, mais il faut aller vers des fermes pérennes et cesser les terres privées. Ces fermes pérennes vont mieux répondre aux besoins de la communauté pour avoir des produits à prix abordables. Il pourrait y avoir des volets avec les personnes âgées, des écoles... Il faut que les fermes deviennent des lieux importants pour la communauté.
- Les MRC ont du pouvoir parce qu'ils peuvent acheter des terrains et mettre la structure en place pour le développement de fermes pérennes. La MRC de Brome-Missisquoi s'est fait donner un terrain qui sera mis en fiducie sur lequel des organisations vont pouvoir louer à long terme et s'organiser en communauté.

#### **4. Première séance participative**

Objectif : Favoriser l'appropriation du concept de souveraineté alimentaire.

Questions à répondre en atelier :

1. Qu'est-ce qui distingue la souveraineté alimentaire de la sécurité et de l'autarcie alimentaire ?
2. Partager des exemples d'initiatives qui contribuent à la souveraineté alimentaire (ici et à l'étranger)

**Réponses à la question 1 :**

- La souveraineté alimentaire est un concept global, holistique, qui inclut la participation des communautés et paysan-ne-s dans les décisions, ainsi que la question du patrimoine culturel et de l'ancrage dans le territoire.
- La souveraineté est un mot fort qui ramène à la reprise de pouvoir et à l'autodétermination.

- Il y a des tensions entre la sécurité et la souveraineté alimentaire. Au nom de la sécurité, on a développé un modèle d'agriculture basé sur l'exportation pour nourrir à moindre frais, mais à quel prix?
- Le terme de souveraineté alimentaire fait penser à une alternative au modèle politique dominant. Ça fait appel à la transition juste. Ce n'est pas nécessairement contre la commercialisation, mais ça inclut la durabilité et la production à petite échelle. La participation locale est essentielle dans ce concept.
- Malgré plusieurs différences entre la souveraineté alimentaire, l'autarcie et la sécurité alimentaire, il y a quelques similitudes avec l'autonomie alimentaire. Il faudrait faire attention pour ne pas les mélanger, surtout dans les activités d'ECM. L'autonomie alimentaire est possible, ça dépend seulement du territoire sur lequel il est mis en place.
- On aime beaucoup l'aspect politique du concept de souveraineté alimentaire.
  
- La souveraineté alimentaire est un concept plus holistique, plus large. Autant l'autarcie que la sécurité alimentaire peuvent être des activités menant à la souveraineté alimentaire, mais pas automatiquement. Ça peut être une vision, mais ce n'est pas toujours inclus.
- Pour la souveraineté alimentaire, il y a une notion de reprise de pouvoir sur notre capacité locale, régionale ou nationale de se nourrir, qui inclut la production, distribution et la commercialisation, la capacité à mettre en place des règlements et des lois qui assurent notre sécurité et autonomie alimentaire.
- En termes de menace et de freins à la souveraineté alimentaire, il y a l'OMC. Il n'y a aucun pays qui peut se réclamer d'être souverain au niveau alimentaire en ce moment. De plus, l'expropriation des terres par des grands industriels qui prennent la place des paysans est une menace à la souveraineté alimentaire, à l'autonomie alimentaire et à la sécurité alimentaire.
- La souveraineté alimentaire est aussi la capacité d'avoir des lois qui nous protègent de certaines menaces et assurent notre sécurité alimentaire.
  
- La notion de souveraineté alimentaire est un modèle assez large au niveau mondial. Il semble être un idéal vers lequel il faut tendre en mobilisant tous les acteurs.
- On se pose la question d'à quelle échelle ce modèle peut permettre de respecter l'environnement. On se demande aussi comment ce modèle s'applique dans un contexte où les pays ont des réalités très différentes, incluant les pays les plus pauvres où les gens n'arrivent pas à manger. Comment ces gens peuvent-ils s'intégrer dans ces processus et réflexions, par rapport aux pays qui ont des outils de production sophistiqués qui permettent de produire et importer pour atteindre la sécurité alimentaire. Au moment où certains cherchent encore à avoir un repas journalier, on les implique dans un système encore plus large.
- Comme réseau, on devrait continuer de réfléchir pour enrichir la compréhension du concept pour tenir compte des contextes spécifiques des États afin que cette approche soit respectueuse des terres, territoires, modes de production et des différents niveaux de vie des populations.

## Réponses à la question 2 :

Document Excel de compilation des projets en souveraineté alimentaire :

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1NaPaNWZw6js54XGUWc9iSUnU9FCRi30Y/edit#gid=1212200855>

- **Projet en économie circulaire par l'UPA DI** dans 4 régions en Haïti et dans 1 région au Sénégal. L'idée est de démarrer un programme de cantine scolaire. Ce qui est novateur dans ce projet est que le modèle vise l'économie circulaire. L'idée est de travailler dans des petites communautés où les écoles peuvent s'approvisionner dans leurs cantines auprès des familles agricoles. L'idée est de regrouper les producteurs agricoles ainsi que les employés de l'école et les regroupements de femmes (qui s'occupent souvent de la cantine), pour mettre en place un menu qui va permettre d'offrir un marché solvable aux produits agricoles locaux. Donc, les producteurs locaux, qui souvent n'ont pas de marché solvable parce qu'il y a tellement de produits importés qui sont moins chers que les produits nationaux locaux, se retrouvent avec un marché solvable. C'est intéressant pour eux aussi puisqu'on sait combien d'élèves il y a dans l'école et combien de jours de cantines on veut faire par semaine. Donc ils savent combien ils doivent produire. Il y a aussi le volet énergétique de l'économie circulaire pour utiliser les déchets. Souvent c'est utilisé pour nourrir le bétail. Pour l'entrepreneuriat féminin, les femmes préparent les repas et reçoivent une compensation. Les espaces des cantines peuvent être utilisés pour la transformation de produits (vendus à la cantine et dans la communauté). Les femmes peuvent dégager plus de revenus.
- **Cité-écologique à Annenore** (régions des Bois-Francs). Un éco-village où tout le monde participe aux tâches, fait de la cuisine collective...
- Un autre **projet à La Paz, Bolivie**. On cultive avec la température et on adapte la culture des jardins selon la saison et le lieu. La cuisine collective est encore mise de l'avant. Il a été soulevé que la souveraineté alimentaire ne vient pas d'elle-même; il faut vraiment enclencher les processus de participation des gens et impliquer les enfants.
- Dans le concept de souveraineté alimentaire, il serait intéressant de penser au gaspillage et à la valorisation et réutilisation des aliments, incluant les surplus. Il y a une initiative québécoise nommée **Drasca** qui prend la drêche pour faire des craquelins.  
<https://drasca.ca/index.html>
- Il y a aussi le **Croquérium** qui fait des jardins qui sont mis dans les CPE et les écoles qui apprennent aux enfants de façon ludique comment jardiner.
- L'aspect d'inclure les enfants dans ces projets pour transmettre de manière intergénérationnelle ces nouveaux modèles et alternatives.
- **Développement et Paix au Paraguay** : Développement de l'agriculture urbaine avec 360 familles qui vise vraiment l'autonomie sur certains produits alimentaires et une certaine autonomie dans la commercialisation, donc l'autonomie financière des femmes. Projet d'autonomie pour les familles et de commercialisation pour les femmes.
- **Alternatives** a commencé des projets de jardin sur les toits au Québec pour apprendre aux gens à récupérer l'espace en milieu urbain. L'idée a été transposée au Maroc et au Liban, où on est plus dans des questions d'autonomie alimentaire.

- **CSI Sherbrooke** : Plusieurs projets. Au Mali, notamment, en accompagnement de l'entreprenariat En Haïti, plusieurs projets (depuis plus de 10 ans) qui visent la résilience face aux changements climatiques et l'autonomie alimentaire, notamment par des forêts nourricières. Plusieurs projets de potagers pour l'approvisionnement des familles au Nicaragua.
- Le **CÉSIQ** a un nouveau projet en RDC. L'idée est de valoriser la production d'igname, qui pousse vraiment bien. Donc le revaloriser pour la sécurité alimentaire des femmes et femmes enceintes (plusieurs valeurs nutritives).
- **Fabrégion Bas-St-Laurent**, qui vise l'autonomie alimentaire d'ici 30 ans. Se nourrir, se loger et s'habiller aussi. <https://fabregionbsl.quebec/decouvrir/>
- **Manger notre St-Laurent**. Revendique plus d'autonomie pour se nourrir dans notre St-Laurent et revendique aussi des changements de lois au niveau de la commercialisation des produits maritimes, qui touche des questions de souveraineté. <https://mangetonsaintlaurent.com/>
- **Développement et Paix** : interventions dans des communautés en Afrique et Asie où il y a des besoins urgents. Construire des projets durables à partir des interventions d'urgence. Par exemple, le **projet SAEL** au Burundi.

## 5. Deuxième séance participative

Objectif : Appuyer la réalisation des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et de plaidoyer du réseau en 2023-2024.

Questions à répondre en atelier :

1. Quels sont les enjeux prioritaires en ECM ?
2. Quelles sont les campagnes ou les actions de plaidoyer que l'AQOCI pourrait appuyer en 2023-2024 ?

**Réponses à la question 1 :**

- L'enjeu de l'alimentation saine doit être vu comme un droit pour chaque personne.
- La souveraineté alimentaire doit être en lien avec les différentes cultures et réalités des communautés.
- Il faut défaire les préjugés qui nuisent à la souveraineté alimentaire. Il faut faire un parallèle entre ce qui se fait au Québec et ce qui se fait ailleurs. Il ne faut pas penser les choses simplement localement, mais aussi de façon globale.
- Il faut améliorer le système de gestion des déchets et faire des liens avec les changements climatiques, qui impactent la souveraineté alimentaire. Dans des situations de crises (sécheresses, inondations extrêmes...), les producteur-trice-s ne peuvent pas atteindre leurs objectifs de souveraineté alimentaire.
- La lutte pour la souveraineté alimentaire est la lutte pour la vie. Des organisations comme la nôtre doivent toucher les hommes-femmes politiques, qui doivent tenir

- compte du fait que s'ils veulent protéger la vie, ils doivent protéger la souveraineté alimentaire.
- Beaucoup de pays ont des problèmes d'accès à la terre. Par exemple, en Palestine, beaucoup de gens sont privés de leur terre.
  - Il faut reconnaître que le système alimentaire représente une grande partie de la pollution. La production, la transformation, la consommation comporte des enjeux de déchets et de pollution importants. Ça contribue au dérèglement climatique.
  - Il faut faire connaître des organisations qui luttent pour la souveraineté alimentaire, comme LVC ou plusieurs organisations paysannes autour du monde et ne pas hésiter à faire des activités et collaborer avec eux.
  - Le modèle de souveraineté alimentaire ne devrait pas être dissocié des modèles d'application (de production et de distribution) ainsi que du rôle des institutions politiques.
  - Il est important d'aborder la question de la souveraineté alimentaire sous les aspects de la diversité culturelle dans l'alimentation ainsi que la question du commerce équitable.
  - Différents organismes mènent différentes actions. Par exemples, certains font des projets d'aide internationale alors que d'autres mises sur les jardins communautaires, notamment autour des écoles.
  - Une réflexion est née sur le trajet que ces différents concepts conçus loin des populations auxquelles ils s'appliquent et le dysfonctionnement qu'il peut y avoir entre la conception et la mise en exécution. Comment faire pour que les concepts que les ONG mettent à la disposition de ceux qui en ont besoin ne créent pas de distorsion dans les attentes des populations.
  - Le manque de financement ne donne pas assez de pérennité aux projets.
  - Définition du terme « souveraineté alimentaire » et ensuite aller plus loin.
  - Concernant les enjeux, plusieurs aspects ont été relevés, notamment d'amener un aspect plus militant à la thématique et faire interagir des partenaires du Sud pour faire des ponts entre ce qui est fait localement à différents endroits.
  - Aussi, il est important de retravailler la vision du concept de commerce équitable, en mettant notamment de l'avant l'impact de la production locale et en mobilisant les jeunes.
  - Intégrer les différentes couches de la société, incluant les travailleurs agricoles à travers des réseaux comme le RATTMAQ (Réseau d'aide aux travailleurs et travailleuses migrants).
  - La question des systèmes alimentaires revient dans les discussions climatiques. Plusieurs liens à faire avec les enjeux de climat.

### Réponses à la question 2 :

- La Coalition pour l'agriculture de proximité (CAPE) : <https://cape.coop/>
- La coalition Nourrir l'humanité durablement <https://www.nourrirdurablement.org/>
- Mange ton St-Laurent. Idée de créer une bibliothèque humaine avec des agriculteurs et de créer une sorte de marché public. <https://mangetonsaintlaurent.com/>

- Faire des tournées de film, au sein desquels les gens peuvent se rencontrer sous diverses thématiques et échanger. La présentation d'un film en tournée est toujours une activité intéressante et peut être accompagnée d'une discussion par la suite.
  - Activités d'agriculture (planter graines et semences) pour les plus jeunes et projets clés en main pour les écoles. Partir d'un projet de jardinage et ajouter une « twist international ».
  - Organiser une conférence. Avoir des représentants.es du milieu universitaire et des représentants de la société civile.
  - Dynamiser le festival « Aliment-terre » (en partenariat avec Université Laval) et faire un tentacule.
  - Jeux de société
  - Rapprocher le consommateur du producteur et imaginer un marché public pour favoriser l'échange.
  - DPCC : Solidaire pour la terre et accueil d'un partenaire du Honduras. Occasion pour une campagne de plaidoyer. La pétition sera en lien avec le Honduras et remis aux ambassadeurs respectifs des pays.
  - SOCODEVI. <https://socodevi.org/>
- 
- Développement et paix fait une campagne annuelle dont le thème est : Solidaire pour la terre. Le but est de soutenir les communautés qui luttent pour protéger les territoires.
  - Coalition Nourrir l'humanité autrement.
  - Campagne pour attirer les politiciens locaux. Plaidoyer pour attirer l'attention.
  - Vigilance OGM. <https://www.vigilanceogm.org/>
  - Soutenir la campagne sur la loi sur l'intelligence raisonnable des entreprises. Pourrait soutenir cette campagne et faire en sorte qu'on aboutisse à une telle loi.
- 
- La question de l'accès à la terre et la lutte contre l'appareil des terres. Il y a le plaidoyer face aux gouvernements du Québec et Canada pour que les financements que ces deux paliers donnent aux organisations de solidarité internationales intègrent la notion de souveraineté alimentaire pour que les organisations reçoivent un financement stable pour accompagner ces objectifs à moyen ou long terme.

## 6. Mot de la fin

Tableau des ressources et outils sur la souveraineté alimentaire:

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1NaPaNWZw6js54XGUWc9iSUnU9FCRi30Y/edit#gid=1212200855>

Possible de visiter l'intranet pour les formations enregistrées sur le site web de l'AQOCI.

Michèle Asselin :

- Le thème de la souveraineté alimentaire est très pertinent pour l'AQOCI. Nous sommes déjà mobilisés autour de ces enjeux. C'est certain que dans nos activités d'ECM, incluant les JQSI, nous pourrions entrer en dialogue par rapport à ces enjeux.

- Il s'agit de la lutte pour la vie. Toutes les personnes sur la terre doivent manger et boire. Il faut donc aussi penser à l'accès à l'eau, l'accès aux terres, au commerce équitable et faire des liens.
- Dans nos plaidoyers, nous pourrions confronter les élus canadiens sur leurs engagements face aux ODD, car plusieurs concernent la souveraineté alimentaire. C'est un enjeu qui touche à plusieurs autres enjeux, comme la migration ou la paix.
- On a une contribution spécifique à faire en tant que groupes de solidarité internationale dans le débat et dans la sphère politique québécoise. Notamment en faisant connaître les grands mouvements mondiaux sur ces questions.
- Ce qui est très porteur est que nous sommes déjà très mobilisés. Alors nous bâtissons sur ce que nous faisons et sur ce que nos partenaires ont déjà développés, tout en faisant de la place à ce que leurs partenaires internationaux ont aussi développé et à leur propre regard sur la souveraineté alimentaire.
- C'est certainement un des enjeux les plus fondamentaux pour les générations à venir.